Les deux Europe

C'est une nouvelle Europe que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont imposée au sommet de Bruxelles. Une Europe qui perd son unanimité, avec le spectaculaire isolement de la Grande-Bretagne, mais qui gagne en cohérence, en se dotant des instruments d'un véritable gouvernement économique. David Cameron a abandonné la ligne de conduite que le Royaume-Uni s'était donnée depuis son arrivée, en 1973, dans les cénacles européens : en être, pour ne pas en subir les décisions.

Plus que jamais, il apparaît que les progrès de l'intégration sont impulsés par Paris et Berlin. La zone euro en est le véhicule principal. C'est la première Europe. Au-delà, une deuxième Europe se dessine, où la Grande-Bretagne pourra défendre les acquis du «grand marché» et des valeurs communes à notre continent.

C'est que, malgré la crise, la monnaie unique garde tout son pouvoir d'attraction: parmi les dix pays qui n'appartiennent pas à l'Union monétaire, aucun ne veut insulter l'avenir en s'alignant ouvertement sur Londres.

La pression des marchés y est pour beaucoup. Elle oblige les Européens à resserrer les rangs et leur dicte de réagir dans l'urgence. Il en résulte une nouvelle architecture qui renforce le «noyau dur» franco-allemand, capable d'imposer sa conception d'une Europe plus intergouvernementale, dotée de mécanismes de décision où l'unanimité n'est plus un dogme. La discipline budgétaire et ses sanctions automatiques seront donc très vite inscrites dans le marbre des textes régissant la zone euro. Le pari est que les marchés finissent par comprendre que la méthode européenne, habituellement si lente et hésitante, parviendra in fine à mettre de l'ordre dans le fonctionnement de l'Union monétaire.

Après les changements de gouvernement en Grèce, en Italie et en Espagne, l'élection présidentielle en France impose cette marche forcée. Le nouveau traité intergouvernemental devra être prêt en mars pour que les nouvelles règles s'appliquent, quoi qu'il arrive.